

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale
et accords nationaux**

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – **ETAM**

**ACCORD DU 17 JANVIER 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} FÉVRIER 2008
(PACA)**

NOR : *ASET0850244M*

IDCC : *2609*

Entre :

La fédération régionale du bâtiment Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

L'union régionale CAPEB Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La fédération Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse SCOP BTP,

D'une part, et

La confédération française de l'encadrement CGC bâtiment travaux publics ;

La section régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur du bâtiment et des travaux publics FO ;

L'union régionale des syndicats construction-bois CFDT ;

L'union régionale CFTC du bâtiment et des travaux publics,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national

du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est fixé comme suit, à compter du 1^{er} février 2008 :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
A	1 360
B	1 450
C	1 550
D	1 730
E	1 850
F	2 150
G	2 360
H	2 600

En application de l'article 2 de l'avenant n° 2 du 26 septembre 2007 à la convention collective nationale des ETAM du bâtiment du 12 juillet 2006, le salaire minimum conventionnel correspondant à la qualification de l'ETAM ayant conclu une convention de forfait-jours est majoré de 15 %.

Article 2

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Marseille.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Marseille le 17 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)